

Bulletin d'histoire politique

Conrad Black, Maurice Duplessis, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, 547 p. Traduction de Jacques Vaillancourt

Éric Leroux



Volume 9, Number 2, Spring 2001

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060475ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060475ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Leroux, É. (2001). Review of [Conrad Black, Maurice Duplessis, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, 547 p. Traduction de Jacques Vaillancourt]. *Bulletin d'histoire politique*, 9(2), 187–192. <https://doi.org/10.7202/1060475ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2001

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Cependant, il aurait été intéressant d'établir des comparaisons avec ce qui se passait ailleurs, dans les autres universités tant québécoises que canadiennes. Ceci aurait permis de mieux situer l'ampleur de la lutte activiste des leaders étudiants de l'Université de Montréal et de mettre en lumière ses particularités.

ÉMILIE LAURIN-DANSEREAU
Étudiante en sociologie
UQAM

NOTES ET RÉFÉRENCES

1 Enragés anonymes, *Interdit d'interdire. Les murs de mai 68*, Paris, L'esprit frappeur (no. 16), 1998, 64 p.

Conrad Black, *Maurice Duplessis*, Montréal, Les Éditions de l'Homme, 1999, 547 p. Traduction de Jacques Vaillancourt.

Dans la foulée du quarantième anniversaire de décès de Maurice Duplessis l'an dernier, les Éditions de l'Homme soulignaient l'événement à leur façon par une réédition de la biographie de Duplessis par le célèbre magnat de la presse, Conrad Black. Plus de vingt ans séparent la parution originale de cette nouvelle édition. Or, tant pour le grand public que pour les historiens, la biographie de Black demeure d'actualité, principalement parce que l'auteur a eu un accès privilégié aux archives privées de l'ancien Premier ministre, lesquelles sont sous bonne garde à Trois-Rivières. En effet, au cours des ans, seuls quelques initiés près du régime de l'Union nationale, comme Conrad Black ou Robert Rumilly, ont pu consulter une documentation inédite, et surtout inaccessible à la majorité des chercheurs. C'est ce qui explique que nous ne possédions pas de biographie plus récente que celle de 1977 (celle de Rumilly date de 1973) et que le point de vue critique soit presque totalement absent de ces ouvrages.

Comparativement à l'édition originale de 1977, cette nouvelle édition a subi plusieurs modifications importantes dans le but évident d'en faire un ouvrage essentiellement « grand public ». On a donc droit à une nouvelle traduction plus au goût du jour, signée Jacques Vaillancourt, et à un nombre

substantiel de coupes dans les sections qui ne traitaient pas directement de Duplessis. Plusieurs citations ont également été coupées de même que tout l'appareil de notes infrapaginales. Ainsi, des deux tomes formant l'étude originale, il ne reste qu'un seul volume. Le résultat final est intéressant dans la mesure où cette nouvelle version a l'avantage de rendre le récit plus vivant pour le lecteur avide de connaître le cheminement de ce personnage singulier qui détient le record de longévité pour un premier ministre québécois (1936 à 1939 et 1944 à 1959). Par contre, l'élimination de l'appareil critique (références bibliographiques et citations) rend cette dernière édition beaucoup moins riche pour les chercheurs et les historiens. Par ailleurs, il est dommage que l'éditeur n'ait pas profité de cette révision complète de l'ouvrage pour corriger des erreurs apparaissant dans la première traduction. Par exemple, on retrouve encore l'expression fautive « Congrès des travailleurs catholiques » (p. 230) alors qu'il faut utiliser « Confédération des travailleurs catholiques du Canada (CTCC) », « Commission des salaires raisonnables » (p. 164) plutôt que « Office des salaires raisonnables », et « Loi des ententes collectives » de 1936 (p. 457) plutôt que « Loi relative aux salaires des ouvriers ».

La principale nouveauté réside surtout dans une longue introduction — une cinquantaine de pages — où Black aborde l'évolution de la scène politique québécoise et canadienne depuis le règne de Duplessis jusqu'à l'avènement du gouvernement Bouchard. Une introduction, en fait, qui tient surtout lieu de pamphlet ou d'éditorial virulent, et qui permet à l'auteur de casser du sucre sur le dos de ses vieux « amis » politiciens. À l'instar du révisionnisme néo-libéral qui prévaut depuis quelque temps au Québec, Black remet en question les acquis de la Révolution tranquille, présente Duplessis comme le Roosevelt des Québécois, et comme le véritable architecte de la Révolution tranquille: « Duplessis avait si pleinement doté la province des attributs d'un État moderne — routes, écoles, universités, hôpitaux — tout en éliminant presque entièrement la dette publique que ses successeurs ont pu, pendant un certain temps, se livrer à une prodigalité insouciance » (p. 20). La bataille politique qui opposa Pierre Elliott Trudeau à René Lévesque dans les années 1970 et 1980 est présentée comme une « opposition entre deux versions d'un socialisme extrêmement prodigue et coûteux pour le contribuable », tandis que Robert Bourassa, laissé à lui-même, n'aurait « joué qu'un rôle secondaire par rapport à ces deux protagonistes » (p. 22). Black ne désarme pas et en remet quelques pages plus loin en prêtant aussi à Jacques Parizeau des idées socialistes et dirigistes. C'est à se demander si l'anticommuniste notoire dont se targuait Maurice Duplessis n'a pas déteint sur son biographe !

Ses commentaires les plus hargneux, il les réserve cependant aux lois linguistiques québécoises qu'il qualifie tour à tour de « discriminatoires » (p. 24), d'« autoritaires » (p. 27), de « déshonorantes » (p. 35), d'« opprimantes » (p. 36) et d'« extrémistes » (p. 36) : « [...] les lois de Bourassa et de Lévesque de 1974 à 1977 portaient clairement atteinte à la liberté d'expression, elles pouvaient aux narines de tous, exception faite des Québécois les plus farouchement insulaires, et il faut convenir qu'ils étaient nombreux à cette époque » (p. 34). En définitive, pour Black, la période de 25 ans ayant suivi la disparition de Duplessis n'a aucunement été marquée du sceau du progrès, mais tout au plus d'un certain réformisme. Connaissant le conservatisme politique de Black, il n'est pas surprenant de le voir vilipender les nationalistes québécois et les dirigeants libéraux. Seul Brian Mulroney trouve grâce à ses yeux, et ce, même si Mulroney n'a pas réduit le déficit « autant qu'on aurait pu s'y attendre de la part d'un leader conservateur » (p. 38). Les dernières pages de l'introduction semblent tout droit sorties d'un éditorial du *National Post*. Ainsi, après avoir souligné que le référendum de 1995 a fait l'objet de plusieurs fautes électorales « traditionnelles » du Québec, Black se positionne en faveur de la partition du territoire québécois, car celle-ci a un effet dissuasif sur les « ambitions tribales » des souverainistes. Il profite aussi de l'occasion pour lancer un avertissement aux souverainistes si un nouveau référendum devait être déclenché : « Les fédéralistes ne sommeilleront pas durant la campagne, et la majorité au Québec qui en veut toujours plus, tout en refusant de payer la note, devra y penser à deux fois avant de voter Oui. Un tel vote n'est maintenant plus exempt de risque » (p. 48). L'analyse politique de Black, toutefois, manque souverainement de crédibilité. Son discours revanchard est trop peu nuancé et les cibles sont beaucoup trop nombreuses. Qu'est-ce qu'on en retient ? Pas grand chose, sinon qu'il n'a pas raté l'occasion qu'on lui offrait ici de régler de vieux comptes.

Malgré les modifications de forme apportées à l'ouvrage et l'ajout de cette nouvelle introduction en forme d'éditorial, on aura compris que les idées de fond de l'auteur sont demeurées les mêmes et le portrait global de Duplessis, toujours aussi flatteur. Ainsi, selon Black, la principale réussite de Duplessis est d'être parvenu à « exalter l'État » afin d'y « subordonner l'Église et d'exploiter la relation entre les deux pour moderniser le Québec » (p. 10). Grâce à une gestion rigoureuse des finances publiques et à la subordination de l'Église aux intérêts de l'État, Duplessis aurait modernisé le Québec, rien de moins : « Duplessis, tout en paraissant s'incliner devant une Église souvent archaïque [...], a bel et bien anéanti l'Église en tant que rivale du pouvoir de l'État et a rendu le Québec moins pauvre et moins arriéré. C'était une stratégie subtile et nécessaire, dont les effets n'ont pas été très sensibles du vivant de Duplessis ni tôt après sa mort » (p. 12). Black passe par ailleurs sous

silence la situation économique exceptionnelle qui a prévalu durant la majeure partie du deuxième mandat du gouvernement de l'Union nationale (1944-1959). La croissance économique sans précédent que connaîtront le Québec et l'ensemble du monde occidental durant la période des « trente glorieuses » (1945-1975) n'est pas étrangère aux succès électoraux (et économiques) remportés par Duplessis. Au moment où le gouvernement fédéral de Mackenzie King et plusieurs autres pays opéraient un virage vers le keynésianisme et l'État providence dans le domaine social, Duplessis favorisait l'équilibre budgétaire et un rôle restreint de l'État dans le champ des politiques sociales. Ainsi, l'anti-étatisme du gouvernement duplessiste est ici complètement oblitéré au profit d'une gestion rigoureuse des finances publiques et de la réduction du déficit de la province.

D'autre part, si l'auteur a raison de mettre de l'avant les bons coups du régime duplessiste comme l'amélioration des infrastructures de la province, l'exploitation des ressources naturelles, l'adoption de certaines mesures sociales comme l'aide aux mères nécessiteuses et aux aveugles, et surtout, le renforcement de la position constitutionnelle du Québec par la récupération d'une partie de son impôt, Black va beaucoup trop loin lorsqu'il aborde la question des relations de travail. Il faut avoir une perception plutôt partisane et réductrice de l'histoire du mouvement ouvrier québécois pour affirmer, comme le fait Black, que « Duplessis fut l'artisan volontaire des plus grands progrès du mouvement syndical dans l'histoire du Québec » (p. 456). Avant la prise du pouvoir par Duplessis en 1936, très peu de grèves au Québec avaient été marquées par des moments de violence et de répression policière comme le seront les conflits de Valleyfield (1946), de Lachute (1947), d'Asbestos (1949), de Louiseville (1952) et de Murdochville (1957). Les mesures antisyndicales du gouvernement duplessiste sont également perceptibles au moment de la grève du textile en 1937 ou lors de l'adoption de mesures pour réglementer les relations de travail comme les projets de lois 19 et 20 ou le fameux *bill* 5 de 1949 portant sur la création d'un Code du travail. Faut-il rappeler que le *bill* 5 interdisait l'atelier fermé et les grèves dans la fonction publique, augmentait la responsabilité légale des organisations syndicales et menaçait de révoquer l'accréditation à tout syndicat dirigé par des sympathisants communistes ou marxistes. L'opposition au *bill* 5 sera si vive, particulièrement de la part des syndicats catholiques et d'une large partie de l'élite cléricale, que le ministre du Travail de l'époque, Antonio Barrette, devra reculer et retirer le projet de loi. Mais ce ne sera que partie remise pour Duplessis, qui réussira à faire adopter toutes ces mesures en les intégrant aux projets de lois 19 et 20 quelques années plus tard, en 1953. Cette conception féodale des relations de travail est complètement escamotée de l'ouvrage.

En 1949, en pleine Assemblée législative, le premier ministre Duplessis répondait à un député de l'opposition: «Ce qui est illégal ne peut-être juste!». Cette vision légaliste orientera le gouvernement de l'Union nationale dans ses relations avec les organisations syndicales de la province tout au long du règne du Chef. En général, Maurice Duplessis et Antonio Barrette utilisaient la Commission des relations ouvrières (CRO) pour déclarer une grève illégale et enlever son accréditation syndicale à un syndicat trop combatif. Par la suite, le procureur général (Duplessis lui-même) pouvait faire intervenir la police provinciale en toute légalité afin de mater les grévistes. Cette façon de procéder se répétera à maintes reprises dans les années 1940 et 1950 afin d'attirer les investisseurs étrangers en présentant le Québec comme un endroit stable et bon marché: «Duplessis tenait ses promesses fidèlement et promptement; les hommes d'affaires, habitués à traiter avec des politiciens enclins à la tergiversation, trouvaient en lui un bon partenaire, dont l'idéologie leur semblait rafraîchissante» (p. 431). Évidemment, on ne sera pas surpris de constater que le discours de Black est ouvertement pro-patronal et profondément conservateur, voire réactionnaire. À ses yeux, par exemple, la grève d'Asbestos de 1949 fut une «émeute déplaisante et inutile» et un épisode «lamentable» de l'histoire du Québec (p. 394). Selon son analyse, *Le Devoir* aurait fait preuve de partialité en présentant les événements de façon «romancée», tandis que les autres journaux (lire: les journaux anglophones) auraient été plus objectifs. Pour appuyer ses dires, il cite le journal *The Gazette* qui aurait présenté les événements de façon plus modérée et nuancée en mettant de l'avant les policiers blessés et non les émeutiers. Or Black nous apprend beaucoup plus loin que John Bassett, le président de *The Gazette*, était un ami intime de Duplessis: «La *Gazette* était encore plus féroce partisane de l'Union nationale que le *Star*, si cela était possible. Le quotidien de Bassett applaudissait fidèlement toutes les positions adoptées par le Premier ministre du Québec» (p. 470). Loin d'être l'exception, les exemples de ce genre abondent.

Père du Québec moderne, selon son biographe, Maurice Duplessis est également dépeint comme un fervent défenseur des valeurs démocrates: «Le gouvernement Duplessis dura non pas parce qu'il supprimait la démocratie, mais parce qu'il l'incarnait» (p. 251). Dans ces circonstances, la loi du cadenas (1937) et la répression contre les témoins de Jéhovah sont présentées comme des événements «inoffensifs» (p. 24 et 34), les grèves violentes et sanglantes, comme des événements provoqués par des syndicats déchaînés et qui ont été largement exagérés par la presse écrite comme nous l'avons vu plus haut. Enfin, l'oppression contre les opposants au régime duplessiste est passée sous silence. La coupe est pleine! Malgré une nouvelle traduction et une nouvelle présentation qui donnent plus de rythme au récit, on sort déçu

d'un texte qui n'est, en fait, qu'une apologie triomphante des idées conservatrices et réactionnaires de Duplessis... et de son biographe.

ÉRIC LEROUX
historien

Brereton Greenhous, Stephen J. Harris, William C. Johnston et William G. P. Rawling, *Le creuset de la guerre 1939-1945. Histoire officielle de l'Aviation royale canadienne, Tome III*, Ottawa, Ministère des Approvisionnements et Services Canada, 1999, 1157 p.

Ce troisième tome d'une série de quatre¹ sur l'histoire officielle de l'Aviation royale canadienne (ARC) était attendu avec impatience. L'ouvrage aborde l'étude des actions de l'ARC sur les théâtres d'opérations de l'Europe du Nord-Ouest, de la Méditerranée et de l'Extrême-Orient. Rappelons-nous que l'ouvrage de Douglas portait presque exclusivement sur les opérations de l'ARC sur le territoire canadien. À travers ce travail de longue haleine, les auteurs retracent l'histoire institutionnelle de l'ARC, l'effort soutenu du personnel combattant et non combattant et le rôle des femmes au sein de l'aviation. Enfin, les auteurs précisent que les Canadiens servant dans un des 500 escadrons sous les ordres de la *Royal Air Force* (RAF) ne sont pas étudiés.

L'ouvrage est divisé en 4 sections. La première partie, intitulée « la politique de l'air », aborde la question de la canadianisation de l'aviation militaire canadienne. Il est intéressant alors de constater tous les obstacles rencontrés. Par exemple, les auteurs nous expliquent que malgré l'entente avec le gouvernement britannique lors du *Plan d'entraînement aérien du Commonwealth britannique* (PEACB), la majorité des combattants canadiens prit part à cette guerre au sein de la R. A. F. et, de ce fait, l'ARC ne put être renforcée rapidement. De même, les auteurs défendent l'idée selon laquelle les autorités canadiennes ne firent pas nécessairement tout ce qui était en leur pouvoir afin de rendre effective cette canadianisation. Notons que la question de la canadianisation est centrale dans cette étude et qu'elle est aussi traitée dans les autres chapitres.